



DÉLIBÉRATION DU CONSEIL GÉNÉRAL DE LA GUADELOUPE

N°2011-4/1èreR/A4-B1

OBJET : Adoption des propositions du Congrès des élus départementaux et régionaux de la Guadeloupe du 28 décembre 2010.

LE CONSEIL GENERAL siégeant en sa 1^{ère} réunion de 2011, le 21 JAN, 2011

Sous la Présidence de

Jacques GILLOT

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée ou complétée ;
VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les articles L.5915-2 et L.5915-3 ;
VU la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'Etat modifiée ou complétée ;
VU la loi d'orientation n°92-125 du 6 février 1992 relative à l'Administration Territoriale de la République ;
VU la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;
VU le rapport de Monsieur le Président du Conseil Général ;

Après en avoir délibéré ;

DECIDE

ARTICLE 1 : D'adopter la proposition n° CR/10-1514 du 28 décembre 2010 du Congrès des élus départementaux et régionaux de la Guadeloupe relative à la poursuite des travaux d'élaboration du projet guadeloupéen de société.

ARTICLE 2 : D'adopter la proposition n° CR/10-1515 du 28 décembre 2010 du Congrès des élus départementaux et régionaux de la Guadeloupe relative à l'opportunité d'un changement de régime législatif pour la Guadeloupe.

ARTICLE 3 : D'adopter la proposition n° CR/10-1516 du 28 décembre 2010 du Congrès des élus départementaux et régionaux de la Guadeloupe relative à l'opportunité de l'application, en Guadeloupe sans adaptation, de la loi de réforme des collectivités territoriales.

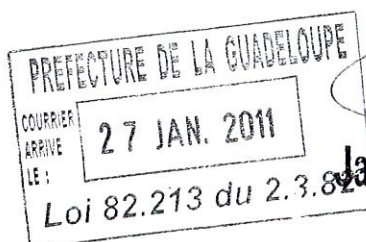
ARTICLE 4 : D'adopter la proposition n° CR/10-1517 du 28 décembre 2010 du Congrès des élus départementaux et régionaux de la Guadeloupe relative à l'adaptation de la loi de réforme des collectivités territoriales.

ARTICLE 5 : De donner mandat à Monsieur le Président du Conseil Général pour assurer l'exécution et le suivi de la présente délibération.

L'UN DES SECRÉTAIRES


Christian COUCHY

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL GÉNÉRAL




Jacques GILLOT

